



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

3^{ème} trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022

(Avril – Juin 2022)

WWW.BRH.HT



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen!

FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT

 @BRHHaiti



Table des matières

1. VUE D'ENSEMBLE.....	2
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL.....	2
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE.....	2
2.2. ÉCONOMIE HAITIENNE.....	4
SECTEUR RÉEL.....	4
SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES.....	5
3. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2022.....	7
2. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2022	8
5. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER.....	9
5.1. SYSTÈME BANCAIRE	9
RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE	11
5.2. COOPERATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT.....	12
6. PERSPECTIVES	13

1. VUE D'ENSEMBLE

Au troisième trimestre de l'exercice fiscal 2021-2022, la politique monétaire de la Banque de la République d'Haïti (BRH) a été mise en œuvre dans un environnement international marqué par la montée des tensions inflationnistes et les incertitudes autour des perspectives de l'économie mondiale. La persistance des ruptures au niveau des chaînes d'approvisionnement et la poursuite de la guerre en Ukraine ont continué d'affecter l'offre des matières premières de base et des cours des produits énergétiques, d'où un renchérissement prononcé de ces derniers. Ces facteurs se sont traduits, au niveau de nombreux pays, par une envolée de l'inflation, laquelle a atteint des niveaux records. Dans ce contexte inflationniste et dans le but de modérer la demande, les principales banques centrales se sont engagées à poursuivre des mesures de resserrement monétaire, à partir des relèvements des taux directeurs (la Réserve fédérale aux États-Unis) ou l'arrêt des programmes d'achat d'actifs (Banque centrale européenne - BCE).

Au niveau national, la flambée des prix des produits de base sur le marché international a résulté notamment en l'augmentation de la facture des importations de biens, notamment les produits pétroliers. Parallèlement, l'offre locale a subi, une fois de plus, les effets négatifs de la performance mitigée de la campagne agricole de printemps et de la dégradation continue du climat des affaires. Une telle conjoncture s'est reflétée dans l'accélération du rythme de progression des prix et a alimenté les anticipations négatives des agents économiques, lesquelles ont, entre autres, conduit à alimenter les tensions sur le marché des changes.

Dans ce contexte empreint d'incertitudes et de volatilité de prix, la Banque Centrale a renforcé sa politique d'assèchement systématique de la liquidité excédentaire dans le système bancaire dans l'objectif d'atténuer les impacts de cet environnement adverse sur la monnaie nationale, tout en veillant à la stabilité du système financier.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

Au troisième trimestre 2022, les goulots d'étranglement et les impacts de la guerre en Ukraine se sont traduits par une poussée inflationniste et des perspectives de croissance faible. Conséquemment, les prévisions de juin 2022 de la Banque Mondiale tablent désormais sur une croissance de 2,9 % de l'économie mondiale en 2022, soit une révision à la baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport à celles de janvier dernier. Aux États-Unis, la décélération de la croissance s'est accompagnée d'une montée des pressions inflationnistes, tandis que le taux chômage est resté constant à 3,6 % de mars à mai 2022. En vue de contenir l'inflation qui a atteint 9,1 % en juin 2022 sur un an, la Réserve fédérale américaine (Fed) a procédé au relèvement de 75 points de base du taux

directeur, ce dernier s'établissant dans une fourchette comprise entre 1,5 % et 1,75 %. De même, face à l'intensification des pressions inflationnistes dans la Zone Euro (8,6 % en juin contre 7,4 % en mars 2022), la BCE projette de procéder à une première révision de +0,25 point de pourcentage de ses taux directeurs en juillet 2022, après avoir mis fin au programme d'achat d'urgence pandémique (PEPP). Ces récents développements ne semblent pas avoir impacté le marché du travail européen, le taux de chômage ayant été de 6,6 % en mai contre 6,7 % le mois antérieur.

Les économies de l'Amérique latine et des Caraïbes ont aussi pâti de l'instabilité géopolitique mondiale. En effet, après avoir crû de 6,7 % en 2021, le PIB régional devrait connaître, au terme de l'année 2022, une croissance moins importante de l'ordre de 2,5 % selon les projections de la Banque mondiale. Compte tenu des tensions sur les prix, la plupart des banques centrales latino-américaines ont amorcé un processus de relèvement de leurs taux directeurs. En République Dominicaine, la dynamique soutenue de l'activité économique et la baisse continue du taux de chômage ont facilité la poursuite du resserrement monétaire entamé par la Banque centrale (BCRD) depuis novembre 2021. Ainsi, dans l'optique de faire converger le taux d'inflation établi à 9,48 % en juin vers sa cible de 4 % $\pm$ 1 %, la BCRD a augmenté de 75 points de base son taux directeur pour le porter à 7,25 % en juin 2022. Il s'agit de la cinquième révision consécutive à la hausse sur l'année calendaire 2022.

Pays et Région /Indicateurs	Taux d'inflation**	Taux de chômage**	Projection de croissance*
Zone Euro	8,6**** %	6,6%	2,5 %
États-Unis	8,6 %	3,6 %	2,5 %
République Dominicaine	9,5 %	6,4 % ***	5 %

*Projections - Juin 2022 – Source : Banque Mondiale

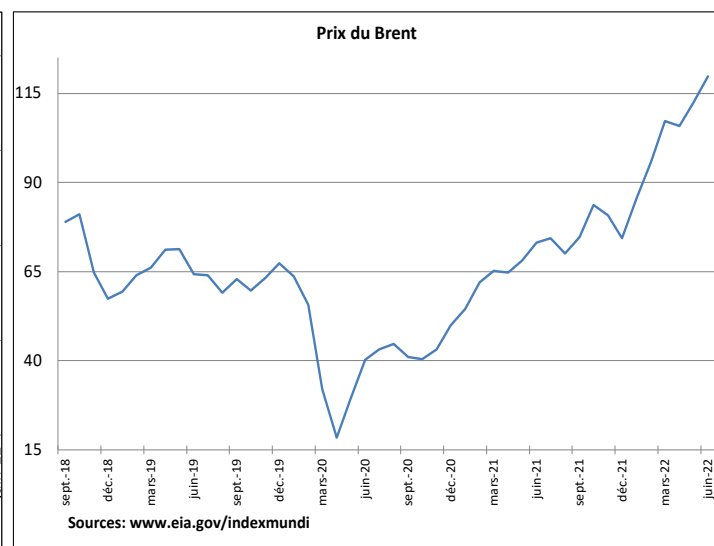
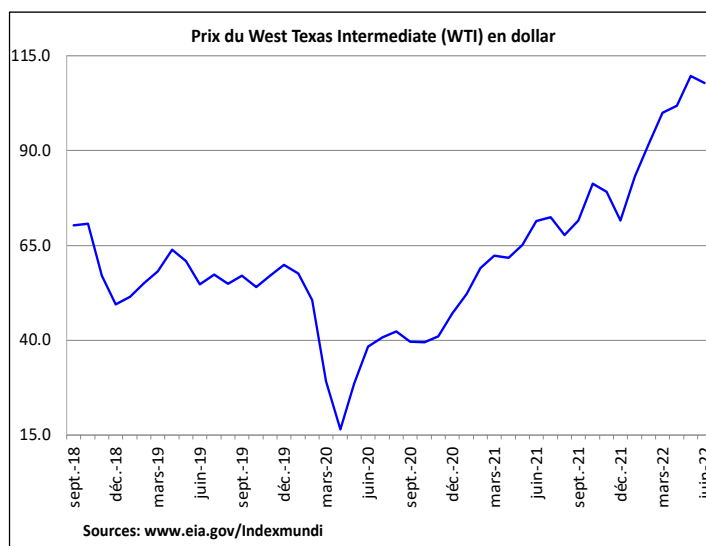
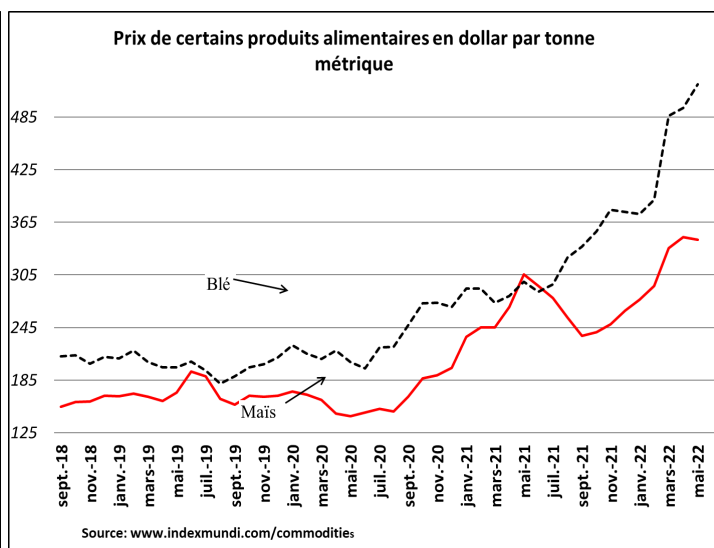
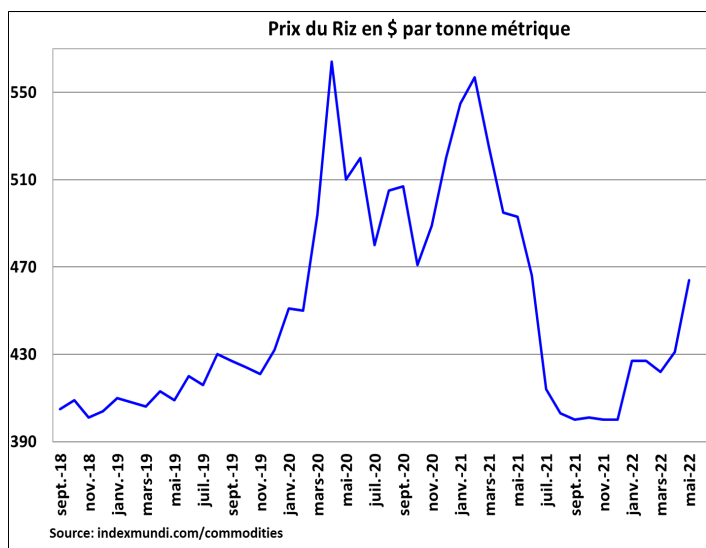
**Données de mai 2022 – Sources : BLS, Eurostat, BCRD

***mars 2022

Données de juin- Source : BCE

Sur le marché international, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a été estimé à 154,2 en juin 2022, en hausse de 23,1 % en glissement annuel. Toutefois, par rapport au mois de mars 2022, il a connu une baisse de 3,4 %. Concernant les prix des produits pétroliers, le WTI a atteint 107,76 dollars ÉU le baril en juin, marquant une progression de 7,2 % par rapport à mars 2022. Quant au cours du Brent, le baril est passé de 107,29 dollars à la fin du trimestre précédent à 119,78 dollars ÉU en mai 2022¹.

¹ www.eia.gov



2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL

Sur le plan interne, les conditions macroéconomiques ont été impactées par différents chocs liés à la détérioration du climat sécuritaire du pays et aux aléas entourant le secteur agricole. Le dysfonctionnement des marchés a été renforcé au cours du troisième trimestre 2022 par les difficultés d'accès aux produits pétroliers dans un environnement d'incertitudes accrues. En ce qui a trait à la production agricole, elle a pâti des précipitations erratiques sur la période sous étude². En effet, contrairement aux mois de mars et d'avril durant lesquels les cultures et plantations de printemps ont bénéficié des conditions pluviométriques favorables, le mois de mai a été caractérisé par une pluviométrie inférieure à la moyenne. Il en est résulté une performance mitigée de la campagne de printemps pour l'année 2022.

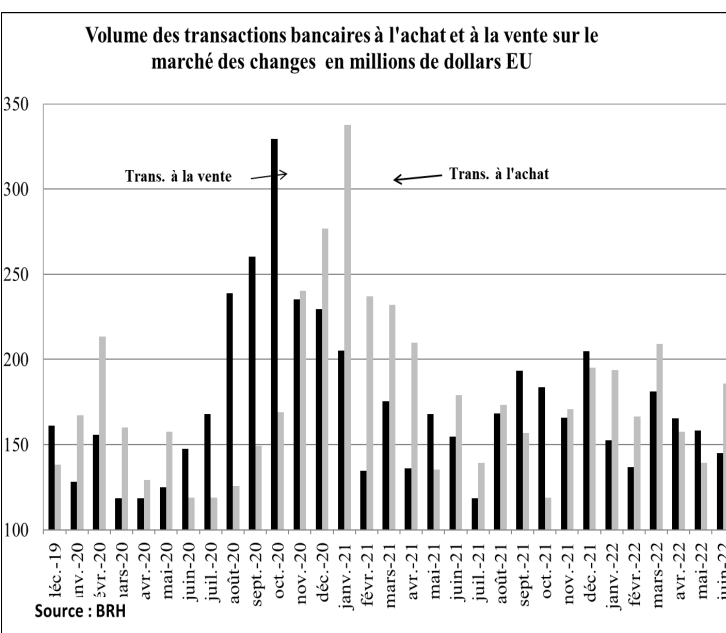
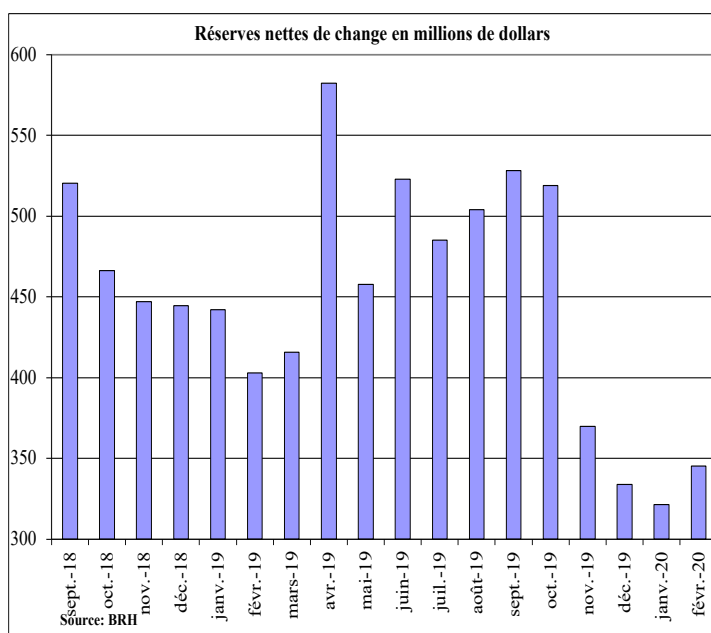
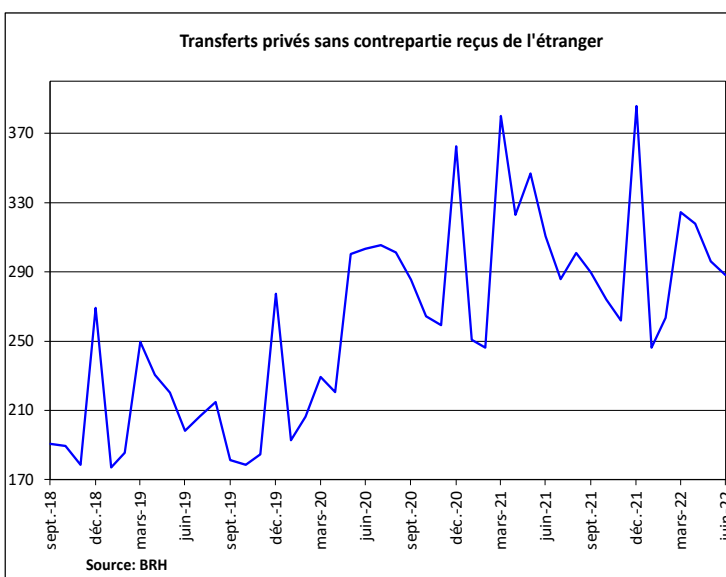
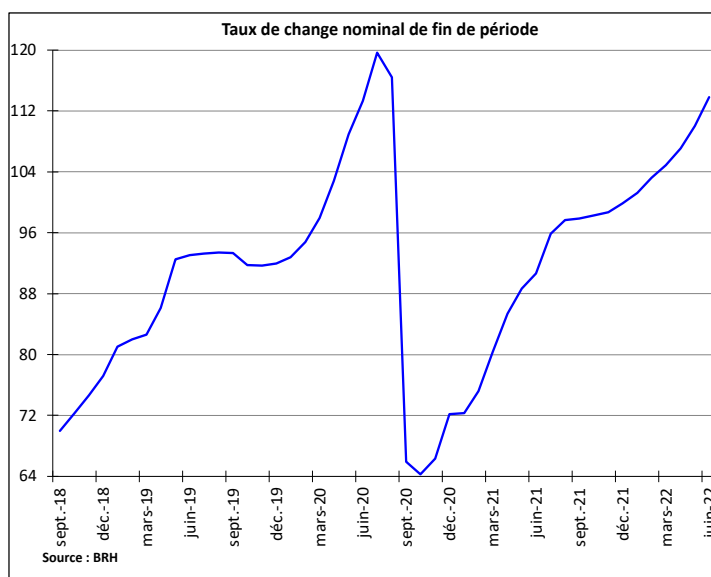
² Selon la Coordination Nationale de Sécurité Alimentaire (CNSA), l'intervalle allant de mars à juin renvoie à la période de soudure caractérisée par une pénurie de produits alimentaires.

La faiblesse de la production alimentaire nationale jumelée au renchérissement des prix des produits importés a amplifié les pressions inflationnistes en Haïti au cours du trimestre sous revue. En effet, de 25,9 % en mars 2022, l'inflation annuelle s'est établie à 27,8 % en mai 2022. Après 1,6 % en mars, le taux d'inflation, considéré en rythme mensuel, a atteint 1,9 % en mai 2022. La chute de l'activité économique réduisant les opportunités d'emplois et combinée à la hausse généralisée des prix a ainsi renforcé le niveau d'insécurité alimentaire en Haïti.

SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES

Au niveau du secteur externe, les données disponibles sur les huit premiers mois font état d'une évolution contrastée entre les importations et les exportations et d'un repli des transferts privés sans contrepartie. En effet, les importations, atteignant 2 965,8 millions de dollars ÉU, ont accusé un fléchissement de 1,31 % comparativement à la même période un an plus tôt. Toutefois, sous l'effet de l'envolée des cours du brut sur le marché international, la valeur des importations pétrolières a crû de 32,2 % alors qu'en volume, une baisse de 19,2 % a été enregistrée. Parallèlement, les exportations se sont élevées à 818,1 millions de dollars ÉU, soit une augmentation de 16,8 % en glissement annuel. De l'évolution combinée des importations et des exportations, il en est résulté une amélioration de près de 6,8 % du solde commercial sur les huit premiers mois de l'exercice sous étude.

S'agissant des transferts privés sans contrepartie, ils ont totalisé une valeur de 2 642 millions de dollars ÉU sur les 9 premiers mois de l'année fiscale, soit une diminution de 2,6 % en glissement annuel. Il importe de souligner que l'accélération des mouvements migratoires, en particulier vers la République dominicaine, en raison de la situation sécuritaire, aurait contribué à rogner une partie des transferts privés généralement reçus par Haïti. Cette baisse des transferts privés, principale composante de l'offre sur le marché des changes, jointe à une augmentation de la demande liée aux anticipations négatives des agents économiques en raison de la situation socio-politique et sécuritaire, s'est traduite par des tensions sur le marché des changes. De fait, en dépit de l'amélioration du solde commercial et des interventions de la BRH (154,11 millions de dollar ÉU sur le trimestre), le taux de référence a atteint 113,84 gourdes pour un dollar ÉU au 30 juin 2022 contre 104,88 gourdes pour un dollar ÉU en mars, marquant une dépréciation de 7,9 % de la gourde. Par ailleurs, les réserves nettes de change ont accusé un repli de 6,57 % pour se porter à 345,36 millions de dollars ÉU au 30 juin 2022. Toutefois, les réserves brutes du pays sont maintenues à un niveau supérieur au seuil de trois (3) mois d'importations requis.

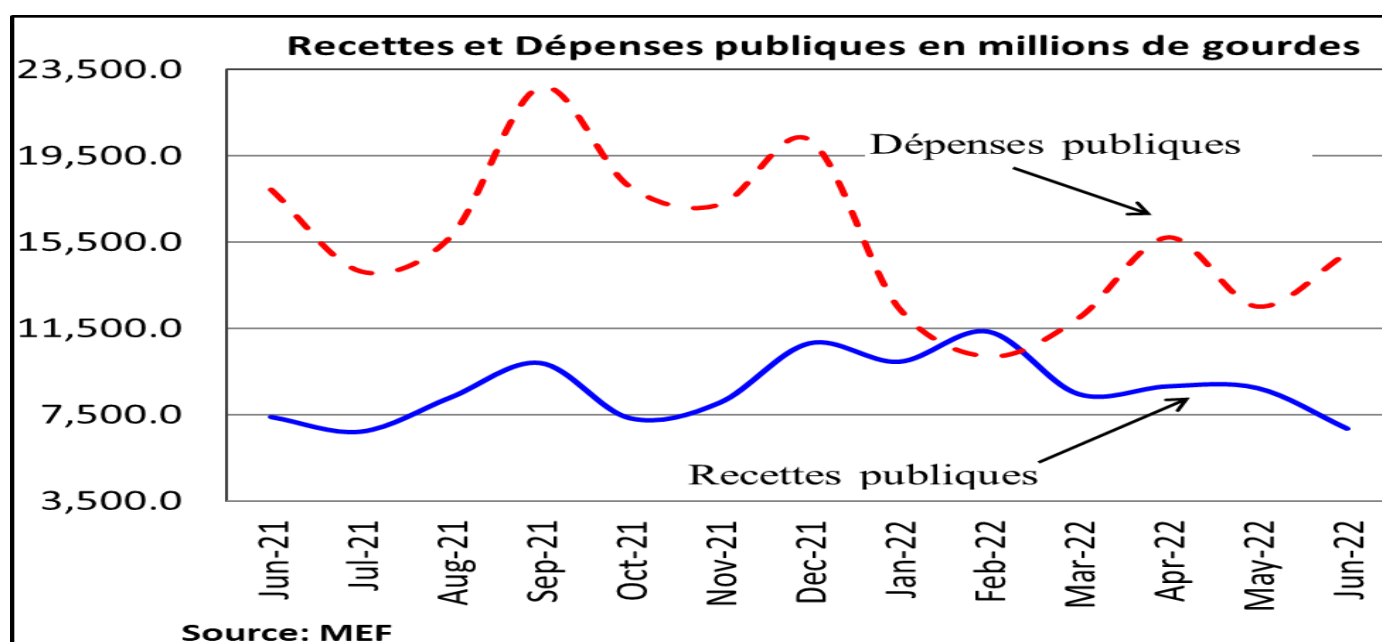


Au niveau des finances publiques, la situation est marquée par des tendances inverses au niveau des recettes et des dépenses publiques. La faiblesse de l'activité économique jointe à la perturbation des activités au niveau de certains organismes de perception a miné les efforts de collecte des recettes fiscales du trimestre précédent. Ainsi, Conséquemment, les taxes et impôts perçus par l'État haïtien ont chuté de 12,43 %, passant de 30 494 MG à 26 702,25 MG au cours du troisième trimestre 2021-2022. Cette évolution des recettes fiscales au cours du trimestre sous étude a reflété celles perçues au niveau interne, les recettes douanières ayant crû de 9,21 % après 6,47 % antérieurement. Les dépenses publiques, quant à elles, ont crû de 52,29 % pour s'établir à 47 870,03 MG.

Quoiqu'en hausse de 15,72 % par rapport à la même période de l'exercice passé, les recettes cumulées d'octobre 2021 à juin 2022 n'ont représenté que 39 % des ressources totales de l'État établies à 213 981,47 MG. Au niveau des autres ressources utilisées par l'État, sont prises en compte les émissions de billets de trésorerie dont le total a

atteint 113 942,8 MG à la fin du trimestre sous étude. Parallèlement, les décaissements effectués sur les 9 premiers mois de l'exercice ont totalisé 248 234,7 MG dont 124 424,6 MG de dépenses budgétaires.

Ainsi, au 30 juin 2022, les opérations budgétaires et de trésorerie se sont soldées par un déficit de 34 045,3 MG qui a été partiellement financé par la BRH à hauteur de 30,616.7 MG au 30 juin 2022 contre 15 844,20 MG en mars. Cependant, ce niveau du financement monétaire reste en dessous du plafond de 47 114,8 MG inscrit dans le budget 2021-2022.



3. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU TROISIÈME TRIMESTRE 2022

Au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2022, la BRH a maintenu l'ensemble des mesures visant à mitiger les impacts sur la stabilité macroéconomique d'un environnement adverse aussi bien sur le plan national qu'international. Elle a donc poursuivi sa politique de reprise systématique de la liquidité à travers les bons BRH et les interventions sur le marché des changes tout en gardant le statu quo au niveau des taux directeurs et des taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en devises.

Malgré la poursuite des émissions de billets de trésorerie, l'encours des bons BRH a, une fois de plus, augmenté. Ce dernier s'est inscrit à 2 100 MG en juin contre 1 500 MG et 1 300 MG respectivement en mars 2022 et en décembre 2021 en vue de limiter la progression de la liquidité excédentaire dans un contexte d'accentuation du financement monétaire. Toutefois, les taux d'intérêt sur ces titres sont restés inchangés, soit 4 %, 6 % et 10 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement ainsi que le taux de mise en pension qui est resté à 17 %. De

même, les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en dollars ont été maintenus, respectivement à 40 % et 51 % pour les banques commerciales et 28,5 % et 39,5 % pour les banques d'épargne et de logement.

Parallèlement, en soutien à l'offre de devises affectée par le manque de dynamisme des transferts privés sans contrepartie, la BRH a poursuivi ses injections sur le marché des changes, lesquelles ont atteint 154,11 millions de dollars ÉU pour le trimestre sous étude. Ces opérations lui ont également permis de stériliser plus de 17,54 milliards de gourdes et se sont soldées par une vente nette de 16,88 millions de dollars après celle de 2,9 millions au trimestre précédent. Par ailleurs, l'attractivité des obligations BRH s'est renforcée, l'encours de ces titres s'étant inscrit à environ 7,3 milliards de gourdes en juin 2022 contre 4,6 milliards de gourdes un mois auparavant.

2. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU TROISIÈME TRIMESTRE 2022

L'évolution des indicateurs monétaires a fortement reflété celle du financement monétaire observée au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2022. En effet, les données préliminaires font montre d'une accélération de la croissance de la monnaie centrale, tant au sens strict qu'au sens large. L'accroissement de la base monétaire au sens restreint s'est ainsi inscrit à 5,73 % en rythme trimestriel, après une contraction de 2,50 % au trimestre précédent. Ce comportement a reflété la hausse conjuguée des réserves des banques (+9,21 %) et de la monnaie en circulation (+3,1 %). De plus, la base monétaire au sens large a affiché la même tendance, accusant une augmentation de 7,02 % contre celle de 0,37 % en mars 2022. Cette évolution a été tributaire de la progression de 5,14 % des dépôts en devises libellés en gourdes des banques commerciales à la BRH, laquelle a reflété essentiellement un effet-change, car évalués en dollars, ils ont chuté de 4,39 %. S'agissant de l'actif du bilan de la Banque centrale, une croissance des créances nettes sur le gouvernement a été observée au cours du troisième trimestre (+12,09 % contre -2,19 % affichée au trimestre antérieur).

Au niveau de la masse monétaire, les données provisoires au 31 mai 2022 indiquent une hausse de 4,54 % de l'agrégat M3 sur une base trimestrielle, à 576,25 milliards de gourdes. Cette dernière est liée à l'augmentation conjuguée des dépôts en gourdes (+4,52 %) et des dépôts en dollars convertis en gourdes (+5,49 %). Toutefois, hors effet de change, les dépôts en devise américaine ont crû de seulement 0,42 %.

En ce qui a trait aux contreparties de l'agrégat M3, la croissance observée en mai 2022 a résulté notamment de la variation du crédit au secteur public, lequel a accusé une hausse de 2,72 % par rapport à mars 2022. Le crédit au secteur privé s'est accru de 1,09 % en raison d'un accroissement de 6,59 % du portefeuille en dollars, liée principalement à un effet de change, le montant en devise américaine ayant progressé de seulement 1,46 %. Quant aux avoirs extérieurs du système bancaire, ils se sont contractés de 3,37 %. Cette évolution des avoirs extérieurs traduit, entre autres, la baisse de 6,6 % des réserves internationales nettes (RIN) de la BRH en raison de la prise en

compte d'une baisse non matérialisée de la valeur de son portefeuille de placements liée à la réorientation de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine. Ceci a affecté négativement les rendements des actifs au niveau des marchés financiers internationaux, notamment le marché obligataire.

5. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER

5.1. SYSTÈME BANCAIRE

Les données disponibles au 31 mai 2022 sur le système bancaire ont fait état d'une amélioration de la qualité de l'actif combinée à une hausse du produit net bancaire sur une base cumulée. En ce qui a trait aux emplois, l'actif du système bancaire a augmenté de 2,9 % par rapport au 30 mars 2022, atteignant 565,9 milliards de gourdes contre 549,92 milliards de gourdes au deuxième trimestre. Ce comportement de l'actif a été imputable principalement à la progression simultanée des « Avoirs à l'étranger » (+ 33,6 %) et des « Avoirs dans les banques locales » (+52,6 %).

Du côté des ressources, les dépôts totaux du système se sont établis à 464,65 milliards de gourdes contre 446,34 milliards de gourdes au précédent trimestre, soit une hausse de 4,1 %. Ceci s'est reflété au niveau de toutes les composantes des dépôts totaux, soit une croissance respective de 4,8 % des dépôts à vue et des dépôts d'épargne, et de 4,9 % pour les dépôts à terme. Conséquemment, le ratio « Prêts bruts / Dépôts totaux », lequel mesure le niveau d'intermédiation bancaire, a légèrement reculé de 130 points de base comparativement au trimestre précédent pour atteindre 31,3 % au 31 mai 2022.

D'octobre 2021 à mai 2022, le produit net bancaire (PNB) a atteint environ 20,4 milliards de gourdes, soit une augmentation de 39,4 % en glissement annuel. Cette performance a résulté principalement de l'évolution des commissions (+37,7 %), des gains sur change (+51,8 %) et des autres revenus (+54,7 %). La bonne tenue du produit net bancaire par rapport aux dépenses d'exploitation, qui se sont établies à 12,4 milliards de gourdes, a permis au système bancaire de générer un bénéfice net cumulé de 5,8 milliards de gourdes contre 5,3 milliards de gourdes un an auparavant.

Par ailleurs, l'analyse des ratios financiers au 31 mai 2022 a fait ressortir une évolution mitigée de la structure financière du système bancaire. Si le ratio, « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif », qui s'est inscrit à 7,47 % au mois de mai 2022, a enregistré une détérioration de 25 points de base, les « dépôts en pourcentage de l'actif » ont atteint 82,10 % au mois de mai 2022 contre 81,17 % au trimestre antérieur.

Parallèlement, la qualité de l'actif s'est améliorée. En effet, le ratio « prêts improductifs bruts en pourcentage des prêts bruts » s'est établi à 7,60 % au 31 mai 2022 contre 7,82 % au deuxième trimestre de l'exercice en cours. Les provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs bruts ont augmenté, passant de 77,84 %

au 31 mars 2022 à 82,19 % au 31 mai 2022. Ceci a induit une amélioration 1,27 point de pourcentage du taux d'exposition des fonds propres au risque de crédit, le ratio ayant passé de 5,93 % à 4,66%.

S'agissant de la rentabilité des banques commerciales, les données collectées au 31 mai 2022 indiquent, sur une base cumulée, un repli du rendement de l'actif (ROA), lequel s'est fixé à 1,60 % contre 1,87 % au cours de la même période de l'exercice précédent. Le rendement des fonds propres (ROE) a connu également une baisse en s'établissant à 21,16 % au 31 mai 2022 contre 21,88 % à la même période de l'année 2021.

Les deux premiers mois du troisième trimestre de l'exercice 2021-2022 ont été également marqués par une accentuation du niveau de dollarisation du système bancaire. Le ratio « dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » est passé de 66,3 % en mars 2022 à 67 % au mois de mai 2022. De son côté, le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » a atteint environ 50,5 % au mois de mai 2022, soit environ 3 points de pourcentage de plus que la période janvier-mars 2022. S'agissant de l'actif bancaire, son niveau de dollarisation a atteint 59 % au mois de mai 2022 contre 58 % au terme du trimestre antérieur.

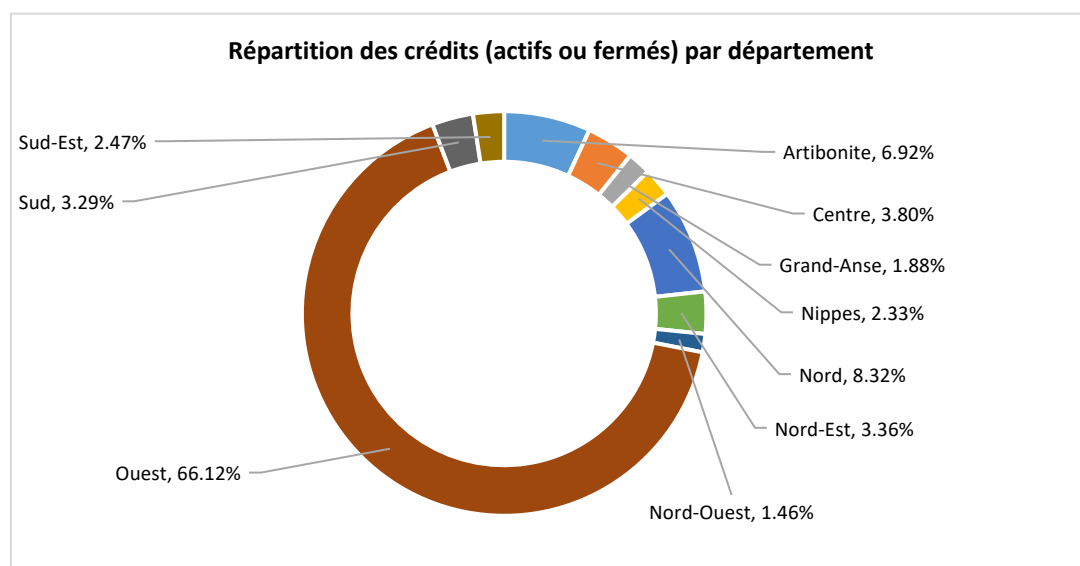
En ce qui concerne les taux d'intérêt sur les opérations en gourdes, ceux sur les prêts se sont établis, en moyenne, à 16,67 % au troisième trimestre 2022 contre 14,42 % au deuxième trimestre 2022. Parallèlement, les taux d'intérêt sur les DAT ont chuté de 67 points de base, passant en moyenne à 5,50 % au troisième trimestre 2022. Conséquemment, une augmentation de la marge d'intermédiation financière a été constatée, passant de 8,25 % au deuxième trimestre 2022 à 11,17 % au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021-2022.

Du côté des opérations en devises, les taux d'intérêt moyens sur les prêts ont atteint 10,19 % au troisième trimestre en cours contre 10,42 % le trimestre précédent. D'autre part, les taux d'intérêt sur les DAT ont progressé de 43 points de base passant à 1,84 % au cours du troisième contre 1,41 %, un trimestre auparavant. Cela a donné lieu à un recul de la marge d'intermédiation financière sur les opérations en devises, laquelle a atteint 8,35 % au troisième trimestre contre 9 % le trimestre précédent.

Ratios clés du système bancaire	Au 31 mars 2022	Au 31 mai 2022
Ratios de rendement des prêts bancaires		
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	77,84%	82,19 %
Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts	7,82 %	7,60 %
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires (taux d'exposition des fonds propres)	5,93 %	4,66 %
Ratios de rentabilité bancaire	Octobre 2020 - Mai 2021	Octobre 2021- Mai 2022
Rendement des prêts productifs	10,38 %	10,31 %
ROA	1,87 %	1,60 %
ROE	21,88 %	21,16 %
Niveau de Dollarisation du système	Au 31 mars 2022	Au 31 mai 2022
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	66,3 %	67 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	48 %	50,5 %

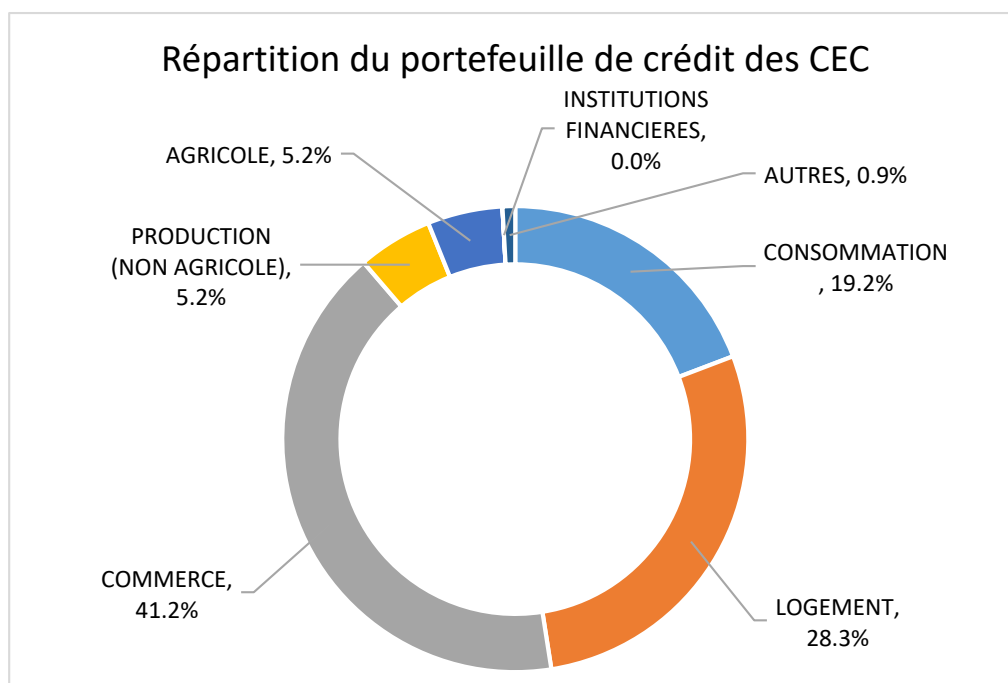
RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

L'analyse des statistiques collectées par le Bureau d'information sur le crédit (BIC) au 31 mai 2022, a montré que 2,84 % du total des débiteurs, à savoir les entreprises (personnes morales), ont bénéficié de 66,38 % du portefeuille de crédit octroyé par les banques et autres institutions financières non-bancaires. La ventilation des prêts en fonction des devises a permis de faire ressortir que 28,44 % de ces entreprises ont reçu des crédits en devise américaine pour un encours évalué à 1,09 milliard de dollars (soit environ 119,864 milliards de gourdes). En ce qui a trait aux personnes physiques, le nombre de prêts accordés aux femmes a augmenté de 2,8 points de pourcentage pour s'établir 59 015, soit 36,04 % du total. Cependant, la part relative du portefeuille de crédit aux individus allouée aux femmes a baissé, passant de 31,61 % au deuxième trimestre à 31,1 % en mai 2022. Sur le plan géographique, la situation n'a pas changé d'un trimestre à l'autre. En effet, les départements de l'Ouest (66,12 %) du Nord (8,32 %) et de l'Artibonite (6,92 %) demeurent les principaux bénéficiaires de comptes de prêt malgré une baisse de 0,5 point de pourcentage de leur part relative cumulée pour passer à 81,36 % sur les huit premiers mois de l'exercice sous revue.



5.2. COOPERATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

Les données relatives au crédit octroyé par les coopératives d'épargne et de crédit (CEC) ont montré que, sur un trimestre, le portefeuille de prêts des CEC a connu une croissance de 11,9 % (+1,26 milliards de gourdes) pour atteindre environ 11,86 milliards de gourdes au 31 mars 2022. Cette évolution du portefeuille a été le résultat du comportement du crédit finançant les activités commerciales, le logement et la consommation. En effet, ces secteurs comptent respectivement pour 41,19 %, 28,31 % et 19,22 %. De même, la répartition sectorielle du portefeuille a fait ressortir que les activités de production agricole et non agricole ont bénéficié des prêts à hauteur de 617,7 millions et 616,62 millions de gourdes, soit respectivement 5,21 % et 5,20 % en termes de poids relatif. Considérant le statut des bénéficiaires, les données ont indiqué que la part relative allouée aux entreprises (personne morale) a légèrement augmenté, passant de 4,7 % à 5 % de décembre 2021 à mars 2022. En ce qui a trait aux personnes physiques, le nombre de prêts accordés aux femmes représente 37,9 % du total pour un encours évalué à environ 3,31 milliards de gourdes, soit 29,3 % du portefeuille destiné aux individus.



6. PERSPECTIVES

Les perspectives économiques pour la fin de l'exercice fiscal 2021-2022 demeurent mitigées et sont assujetties à un ensemble de facteurs tant au niveau interne qu'externe. Le prolongement de la guerre en Ukraine devrait conduire à l'intensification du renchérissement des produits pétroliers et alimentaires de base ainsi qu'à la persistance des ruptures des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial. De même, l'inflation élevée et les risques de récession ou de ralentissement économique qui pèsent notamment sur les États-Unis, le Canada et la Zone Euro, pourraient affecter le revenu disponible des migrants haïtiens et conséquemment les transferts privés sans contrepartie, principale composante de l'offre de devises sur le marché des changes. La hausse des prix chez nos principaux partenaires commerciaux pourrait également continuer à alimenter les pressions inflationnistes notamment à travers l'augmentation des prix des produits importés considérés dans le panier de consommation.

Sur le plan interne, la poursuite de la dégradation du climat des affaires en raison de la situation sécuritaire continuera d'affecter négativement l'activité économique et la formation des prix à travers le blocage de certains circuits de production et de commercialisation. À cela s'ajoutent les risques de dégâts potentiels qui pourraient survenir au niveau du secteur agricole au cours de la saison cyclonique, laquelle a débuté le 1^{er} juin 2022.

Une atténuation de l'impact de ces facteurs pourrait provenir d'une consolidation des finances publiques qui permettrait de dégager des ressources pour la mise en œuvre de programmes sociaux et le financement de certains projets d'investissement nécessaires à la création de conditions aptes à rendre le climat des affaires propice aux

investissements privés. Le programme de référence signé avec le Fonds monétaire international (FMI) devrait également faciliter le renforcement de ces ressources à travers la matérialisation de l'engagement des bailleurs. De son côté, la BRH effectuera, de manière systématique, son diagnostic de la conjoncture macroéconomique afin de prendre les mesures appropriées qui permettront de contenir la volatilité du taux de change et ses incidences sur les mouvements des prix. De même, elle continuera à innover dans le sens de la mise en place de programmes de soutien aux secteurs productifs en vue de contribuer à ramener l'économie sur un sentier de croissance.